



Liberté • Égalité • Fraternité

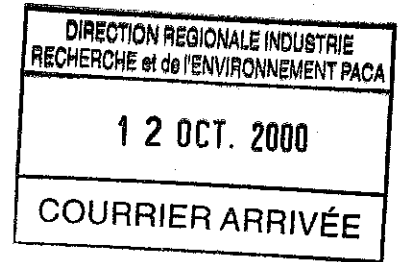
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M. MAJCICA
☎ 04.91.15.62.66
EM/MR
N° 2000-325/135-2000 A



ARRÊTÉ

**imposant des prescriptions complémentaires
à la Société SOMEDIS et au Syndicat Intercommunal
de Traitement des Ordures Ménagères (SITOM)
de la Basse Vallée de L'Arc
à LA FARE-LES-OLIVIERS**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 18 et 20,

VU l'arrêté préfectoral n° 98-200/131-1997 A du 7 juillet 1998 autorisant la Société SOMEDIS et le SITOM DE LA BASSE VALLEE DE L'ARC à étendre le centre de stockage de déchets de résidus urbains et de déchets industriels banals, situé au lieu-dit "Vallon de Vautubière" à LA FARE-LES-OLIVIERS,

VU la demande formulée le 16 août 2000 par la Société SOMEDIS en vue d'augmenter le tonnage annuel de déchets enfouis sur le Centre d'Enfouissement Technique (C.E.T.),

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 11 septembre 2000,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 28 septembre 2000,

CONSIDÉRANT que l'augmentation sollicitée ne constitue pas une modification notable telle qu'elle remette en cause les conditions de fonctionnement du C.E.T.

CONSIDÉRANT que les prescriptions techniques régissant actuellement le C.E.T. sont suffisantes pour assurer la protection de l'environnement,

.../...

CONSIDERANT que l'origine géographique des déchets accueillis sur le site n'est pas notablement modifiée, dans la mesure où les déchets provenant d'autres départements et faisant l'objet d'une partie de la demande actuelle d'augmentation de tonnage ne seront autorisés à être réceptionnés que de manière provisoire,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La Société SOMEDIS, dont le siège social est au 524 rue Paradis - 13008 MARSEILLE et le SITOM DE LA BASSE VALLEE DE L'ARC dont le siège est à l'Hôtel de Ville de la commune de VELAUX (13880), autorisés par arrêté préfectoral du 7 juillet 1998 susvisé à exploiter un centre de stockage de classe 2 de déchets ménagers et assimilés, sont soumis aux prescriptions complémentaires suivantes :

ARTICLE 2

Le tonnage annuel reçu sur le centre de stockage est porté à 110 000 t / an.

ARTICLE 3

Un tonnage supplémentaire de 10 % (11 000 t / an) provenant des Alpes Maritimes pourra être reçu pendant la période actuelle de difficultés rencontrées dans les Alpes Maritimes pour traiter les déchets ménagers et assimilés.

Dès que les difficultés mentionnées ci-dessus auront été surmontées, les réceptions correspondantes devront cesser.

L'exploitant présentera un suivi de la situation devant le conseil départemental d'hygiène dans un délai de trois mois, à compter de la parution du présent arrêté. Cette présentation du bilan pourra être renouvelée à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié

ARTICLE 5

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 6

En cas de non respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 7

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 8

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
 - Le Maire de LA FARE-LES-OLIVIERS,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipement,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

8 OCT. 2000

POUR LE MAIRE
Le Maire

MARILYN WERNON

Le Préfet
Le Secrétaire Général

LOUIS BERTHIER